

*Impôt sur le revenu—Loi*

Canadiens ont besoin d'aide pour acheter une maison, ce qui stimulerait l'industrie de la construction, créerait des emplois et instaurerait un climat propice à la croissance économique de notre pays. Le gouvernement réagit négativement. Il ne croit pas ces mesures nécessaires.

Pas plus tard qu'hier soir, les téléspectateurs ont pu entendre un communiqué qui disait que tous les programmes mis en vigueur dans le secteur du bâtiment avaient des effets secondaires néfastes, et cette réflexion avait été faite par un ministre du gouvernement. Il a parlé des désavantages de ces programmes. Ce sont des effets secondaires bénéfiques qu'il nous faut. Nous voulons relancer notre économie. Ce ne sera possible que si nous soutenons le bâtiment, le secteur de l'économie qui produit le plus d'emplois. Il faut mobiliser les ressources et le remettre à l'œuvre dès maintenant. Pour inciter les Canadiens à acheter des maisons, nous pourrions leur offrir des taux d'intérêt avantageux. Ce faisant, nous créerions un stimulant de plus pour l'industrie de la construction dont elle a un urgent besoin.

Qu'est-ce que les libéraux ont fait de la déduction des impôts fonciers? Est-ce que les néo-démocrates se lamentent que cette déduction ne soit plus autorisée par notre système fiscal? Il a fallu attendre que le gouvernement conservateur de l'Ontario vienne en aide aux contribuables qui ont le plus de peine à payer leurs impôts fonciers. Si le gouvernement conservateur de l'Ontario a décidé d'adopter une mesure législative visant à accorder des abattements d'impôt foncier aux propriétaires de maisons de l'Ontario qui appartiennent aux groupes ayant des revenus modestes, personnes âgées, personnes à revenu fixe, c'est-à-dire les groupes les plus nécessiteux, c'est parce que dans le domaine des crédits d'impôts à l'énergie, des déductions des intérêts hypothécaires, des abattements sur la taxe foncière et ainsi de suite, les députés d'en face ont perdu toute leur crédibilité et n'ont nullement su témoigner de leur sens des responsabilités.

Que se passe-t-il? Par le biais de mesures fiscales et de politiques énergétiques, le gouvernement va priver les provinces de leur source de revenus. En procédant à des expropriations et en adoptant les mesures législatives voulues, le gouvernement va prendre le contrôle de sociétés importantes de notre pays. Or, en s'arrogeant cette mainmise par le biais de mesures fiscales sur l'énergie, le gouvernement enlève aux provinces les redevances qu'elles ont toujours perçues et qu'elles escomptaient encore percevoir. Il enlève aux provinces ces redevances parce qu'à partir du moment où le gouvernement fédéral s'intéresse à ces sociétés, il les prive de ces perspectives et de ces recettes.

Les Ontariens auraient tort de se laisser convaincre que l'État sert les meilleurs intérêts des Canadiens en achetant tout, en s'emparant de la propriété publique et en contrôlant le système de la libre entreprise, car étant donné ce que le gouvernement actuel a fait dans l'Ouest avec ses politiques, je dis: «Prends garde, Ontario. Surveille bien l'Inco. Prends bien garde qu'un de ces bons moments, le gouvernement actuel ne se mette dans la tête de fixer le prix mondial du nickel.» Comment les Ontariens aimeraient-ils que le gouvernement libéral du Canada décide de fixer le prix du nickel à 50 p. 100 du prix mondial? Que dirions-nous en Ontario? Nous dirions exactement ce que nous disons maintenant.

Le principal objectif du gouvernement dans le domaine énergétique devrait être de tendre à l'autosuffisance. A cause des mesures fiscales, des budgets et des lois de l'impôt sur le revenu, nous sommes le pire exemple d'un pays qui recherche l'autosuffisance dans le domaine de l'énergie. Les ressources non renouvelables seront épuisées, en même temps que les revenus seront disparus, et une fois qu'ils seront disparus, on ne pourra plus les récupérer. Nous devons un jour ou l'autre nous accrocher au prix mondial. Autrement, il nous faudra continuer à verser des subventions.

Voyons les promesses des libéraux au cours de la dernière campagne électorale. Je n'en ai pu trouver que cinq faites par le premier ministre du Canada, et elles ont toutes été violées. Le gouvernement n'en a pas respecté une seule. Tout d'abord, les libéraux devaient administrer plus rigoureusement les finances du pays pour assurer un usage plus efficace des deniers publics. Le premier ministre a pris cet engagement juste avant que les électeurs ne se rendent aux urnes et ne soient persuadés sous de faux prétextes de voter pour lui. Il avait promis que son gouvernement limiterait la croissance des dépenses à un taux inférieur à celle du produit national brut. Voilà la promesse; quelle est la réalité? Pour la prochaine année fiscale, le budget MacEachen prévoit une augmentation de 12.8 p. 100 de l'ensemble des dépenses fédérales alors qu'il prédit une hausse de 11.1 du produit national brut: les dépenses gouvernementales ne sont donc pas contenues dans les limites promises.

Deuxièmement, le premier ministre avait promis d'assurer la sécurité des approvisionnements en énergie à un prix équitable pour tous les Canadiens. Il avait ridiculisé les conservateurs qui n'avaient pas réussi à s'entendre avec les provinces productrices, et avait promis de négocier une hausse du prix de l'essence de moins de 14c. le baril. Une année plus tard les négociations avec les provinces productrices sont complètement dans l'impasse et la sécurité énergétique n'apparaît plus que comme une illusion passagère. Quand j'ai rempli mon réservoir d'essence pour me rendre de Peterborough à Ottawa cette semaine j'ai constaté que le prix du gallon avait augmenté de 50 cents en un an.

Troisièmement, le premier ministre a promis une stratégie de développement industriel qui fournirait des emplois, stimulerait la croissance et augmenterait la part de propriété et de contrôle exercée par des Canadiens. Le premier ministre a dit que son parti ne resterait pas inactif devant la montée de la récession. Le chef de l'opposition de l'époque, l'actuel premier ministre a déclaré que les libéraux allaient lutter contre elle et la surmonter. Il a ajouté qu'un gouvernement libéral emploierait tous les leviers économiques à sa disposition pour sauver les emplois et maintenir la croissance. Depuis qu'il a prononcé ce discours, le gouvernement Trudeau n'a fait aucun effort pour utiliser les leviers économiques dont il dispose pour contrer les effets de la récession. En fait après avoir repris le pouvoir il a même attendu sept mois avant de déposer un budget.

Quant à la stratégie industrielle promise, nous l'attendons toujours, et Statistique Canada vient d'annoncer qu'il y a plus de 30,000 chômeurs de plus au Canada cette année que l'an dernier à la même époque.

La quatrième promesse que le premier ministre a faite au cours de la dernière campagne électorale, c'est qu'il dirigerait